



**CTL Lardy – Renault, Ampère & prestataires**

Mercredi 29 octobre 2025

## **L'impérialisme à l'offensive, les peuples à la riposte**

**Trump a déployé un porte-avions au large du Venezuela et ordonné le bombardement de bateaux dans la mer des Caraïbes, tuant leurs occupants aussitôt qualifiés de narcotrafiquants – sans preuve, peut-être s'agissait-il d'ailleurs de simples pêcheurs. Il annonce une opération de la CIA contre le président vénézuélien et menace le chef d'État colombien, accusé de complicité avec le narcotrafic. Trump rappelle sans fard que l'Amérique latine est l'arrière-cour des États-Unis où les entreprises américaines doivent pouvoir se déployer sans contraintes.**

### **Les appétits impérialistes se déchaînent**

La lutte contre la drogue n'est qu'un prétexte : Trump veut des gouvernements latino-américains à sa botte pour piller le pétrole au Venezuela, les terres et leurs richesses partout dans le continent. Les populations des pays pauvres dont le sous-sol regorge de richesses sont les premières victimes des appétits des impérialismes, qui sont prêts à tout pour leur imposer la soumission. On le voit jour après jour en Palestine, à Gaza, où l'armée israélienne, bras armé de l'impérialisme, se livre à un génocide pour étouffer toute aspiration au changement dans un Moyen-Orient riche en pétrole.

### **De la Kanaky à l'Afrique, l'impérialisme français à la manœuvre**

La France n'est pas en reste. En Kanaky-Nouvelle-Calédonie, le gouvernement veut accorder de nouveaux droits aux colons, marginalisant encore davantage le peuple kanak sur ses propres terres. Conscient que cette décision peut rallumer les émeutes de l'an dernier, il a laissé en place un dispositif policier et militaire massif. En Afrique, où se livrent de véritables guerres des matières premières, l'impérialisme français maintient des troupes partout où il le peut encore. Les travailleurs français et les peuples kanak ou africains font face à la même bourgeoisie française et à sa rapacité.

### **Les peuples relèvent la tête**

Aux États-Unis mêmes, l'administration Trump multiplie les raids contre les migrants, licencie des dizaines de milliers de fonctionnaires et s'attaque au système de santé bénéficiant aux plus précaires, prélude à de nouvelles offensives contre tous les travailleurs. Les travailleurs américains et les peuples

d'Amérique latine subissent le même ennemi : la bourgeoisie américaine.

Mais, aux États-Unis, sept millions de manifestants ont défilé le 18 octobre pour dire leur rejet d'un gouvernement qui s'en prend aux pauvres pour arroser les riches. Trump s'est grossièrement moqué d'eux, y voyant la main des Démocrates. Mais c'est peut-être le début d'un ras-le-bol généralisé non seulement contre la politique de Trump mais aussi celle de son prédécesseur.

La révolte gronde dans de nombreux pays. À Madagascar, les jeunes de la GenZ ont fait tomber le gouvernement malgré la répression. Au Pérou, la mobilisation sociale a renversé la présidente. Au Maroc, la jeunesse a imposé, malgré la répression, des mesures sur la santé et l'éducation. Au Népal, le gouvernement corrompu a été littéralement balayé, les jeunes mettant le feu à tous les symboles du régime. Depuis plusieurs années, la liste des « Trump » locaux renversés par la colère populaire est longue. Ici même, la mobilisation contre la réforme des retraites de 2023 a provoqué des remous qui se font ressentir jusqu'à la crise gouvernementale actuelle, même si les travailleurs n'ont pas remporté de victoire significative pour le moment.

**Les bourgeoisies impérialistes sont à l'attaque : dans les pays riches, contre les travailleurs et les classes populaires ; dans les pays pauvres, contre les peuples pour éliminer tout obstacle à leur pillage. Mais la partie est loin d'être jouée ! À l'internationale réactionnaire des Trump et des Macron, opposons la solidarité internationale des peuples ! Et organisons-nous politiquement pour que nos grèves, nos mobilisations sociales et nos révoltes puissent enfin converger pour nous permettre de nous débarrasser du capitalisme.**

## **Prime et déprime**

La prime de performance touchée par les cadres en avril prochain risque d'être beaucoup moins élevée que prévu, car elle est indexée (entre autres), sur les objectifs financiers du groupe. Or ceux-ci ont été révisés en juillet dernier, quand de Meo est parti et que la nouvelle direction, estimant ses prévisions très très optimistes, a rabaisé les objectifs à un niveau tel que les primes devraient être sérieusement amputées, si l'ont suit leur mode de calcul tortueux.

Luca avait certainement quelque chose à gagner dans cette sombre affaire, mais les salariés dont la rémunération dépend en partie de cette prime vont sans doute y perdre. Une preuve de plus qu'un vrai salaire c'est toujours mieux que des primes aléatoires.

## **FO amis**

Plusieurs syndicats de Renault et Stellantis se sont récemment exprimés en faveur d'un assouplissement des règles de l'UE censées aboutir à la fin du thermique d'ici 2035. Coïncidence, c'est justement en ce moment que les constructeurs font du lobbying pour que la transition soit la plus douce (et rentable) possible. En tant que syndicats constructifs, FO, la CFTC ou la CFE-CGC ont ainsi revendiqué derrière leurs patrons une révision des normes CAFE.

C'est au nom de la sauvegarde des emplois disent-ils... à l'unisson des mêmes patrons qui sont en train de fermer l'usine Stellantis Poissy et qui ont supprimé des milliers de postes chez Renault, sans parler des sous-traitants. Défendre les emplois, c'est se battre contre les actionnaires et leurs mercenaires qui nous saignent pour les profits. Pas être leurs perroquets, ni signer leurs accords pourris.

## **Tavares en roue libre**

Carlos Tavares, l'ex-PDG de Stellantis, mis à la porte il y a un an, a récemment déclaré qu'il « n'imaginait pas qu'un pays comme la France puisse avoir un président payé au même niveau qu'un ingénieur à peine confirmé dans une entreprise comme Stellantis », soit selon lui 19 000€ par mois.

Déjà on ne comprend pas très bien ce qu'il reproche à Macron, qui a toujours été un loyal serviteur du patronat. Mais on ne voit pas non plus quels ingénieurs gagnent des salaires pareils dans le groupe où il se vantait d'être un « cost killer ». Ses 34 millions d'euros perçus en 2024 lui ont fait perdre tout contact avec la réalité.

## **Sots de puces**

Pour esquiver une attaque commerciale de Trump contre la Chine, le gouvernement néerlandais vient d'activer une loi de 1952 sur la « souveraineté » pour nationaliser Nexperia, un sous-traitant spécialisé dans les semi-conducteurs, basé aux Pays-Bas mais racheté depuis peu par le groupe chinois Wingtech.

En réaction, le gouvernement chinois qui en possède des parts a interdit aux salariés d'obéir aux autorités hollandaises, menace de rapatrier les usines en Chine et restreint les exportations vers l'Europe des semi-conducteurs de Nexperia. Des puces indispensables à l'industrie automobile européenne et qui risquent de manquer bientôt dans les usines.

L'Europe asphyxiée par la Chine ? Mais en 2023, c'était pourtant les Pays-Bas (sous pression des USA de Biden) qui limitaient l'exportation des machines du groupe ASML, leader dans la fabrication de puces de dernière génération.

Les capitalistes se mènent une guerre commerciale contre-productive et aberrante tant l'économie mondiale est interconnectée. Pour en sortir, une seule solution : prolétaires de tous les pays, unissons-nous !

## **Comme un petit décalage**

En échange de son soutien au budget austéritaire de Macron et Lecornu, le PS se vante d'avoir obtenu la suspension de la réforme des retraites contre laquelle on s'est battu en 2023.

Sauf que rien ne dit que les débats parlementaires vont aboutir à cette promesse fumeuse. Et Macron a d'ailleurs tenu à rappeler que cette concession à la gauche ne serait qu'un « décalage » d'un an du recul progressif de l'âge de départ en retraite. Sa réforme prévoit qu'il augmente d'un trimestre à chaque génération pour atteindre 64 ans. Et c'est la même logique pour le nombre de trimestres nécessaires pour partir à taux plein.

Ce n'est donc ni un gel de la réforme et encore moins une abrogation. Juste une arnaque.

## **La FNSEA carbure à l'argent public**

La FNSEA, faux syndicat agricole, vrai lobby de l'agro-industrie, a bataillé pour garder les niches fiscales sur les bio-carburants, avec le soutien de la droite, du RN et finalement du gouvernement.

Parmi ces niches, l'une porte sur un bio-carburant produit et distribué majoritairement par Saipol, une filiale du groupe Avril... dirigé par l'actuel président de la FNSEA. Elle rapporte 95 millions d'euros par an à son groupe. Payés par le contribuable.

## **Israël annonce arrêter de cesser-le-feu**

Le gouvernement israélien a de nouveau bombardé Gaza, tuant plus de 100 Palestiniens ce mardi, malgré le cessez-le-feu officiel instauré sous la pression de Trump. Netanyahu se justifie le massacre en accusant le Hamas d'avoir menacé des soldats israéliens. Comme si les 46 enfants Gazaouis tués par ses bombes avaient quelque chose à voir avec cela...

A bas bruit ou dans le fracas des bombes, la guerre génocidaire de l'État israélien contre les Palestiniens se poursuit, pas pour éradiquer le Hamas, mais pour vider Gaza de sa population.